



Le gouvernement Trump intensifie la campagne de terreur contre les immigrés

Par [Patrick Martin](#)

Mondialisation.ca, 07 mars 2017

wsws.org 6 mars 2017

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#), [Loi et Justice](#)

Une autre semaine de la campagne du gouvernement Trump contre les sans-papiers a provoqué une autre série de cas atroces où des résidents américains de longue date ont été arrachés à leurs familles et emprisonnés ou déportés.

La litanie d'horreurs a été presque entièrement ignorée par les médias nationaux et le Parti démocrate, qui se concentrent sur une bataille féroce au sein de l'État sur la politique étrangère. Ce n'est pas la répression brutale du gouvernement contre les travailleurs immigrés qui fait l'objet de critiques de la part de l'*establishment* politique contre Trump, mais ses liens supposés avec la Russie.

Mardi, Romulo Avelica-Gonzalez a été arrêté par l'*Immigration and Customs Enforcement* (ICE) après avoir déposé sa fille à l'école à Los Angeles. Deux voitures chargées d'agents de l'ICE ont fait arrêter la voiture que conduisait Avelica, 48 ans, et l'ont arrêté devant sa femme et sa fille de 13 ans. Avelica, père de quatre enfants tous citoyens américains, vit dans le sud de la Californie depuis ses 21 ans et a travaillé de façon constante tout au long de ce temps, 60 ou 70 heures par semaine, dans des restaurants locaux.

Dans un acte flagrant de représailles politiques, Daniela Vargas, 22 ans, a été placée en détention par des agents de l'ICE à Jackson, dans le Mississippi, après avoir quitté une conférence de presse où elle a protesté contre la rétention de son père et de son frère le 15 février. La famille Vargas est venue aux États-Unis depuis l'Argentine en 2001, quand Daniela n'avait que sept ans. En tant qu'enfant, Daniela a été exonérée temporairement de la déportation dans le cadre du programme DACA (*Deferred Action for Childhood Arrivals* – mesure différée pour ceux arrivés lorsqu'ils étaient enfants), mais son exemption a expiré alors qu'elle essayait de trouver les 495 dollars nécessaires pour la prolonger. Son avocat a déclaré qu'elle était dans un centre de rétention de l'ICE en Louisiane et serait traitée suivant son statut de personne ayant dépassé la durée de séjour autorisé par son visa et déportée en Argentine sans audience devant un juge.

Jeudi, Juan Carlos Fomperosa Garcia est allé au bureau de l'ICE à Phoenix, en Arizona, pour se présenter à un rendez-vous pour discuter de sa demande d'asile. Il vit aux États-Unis depuis 20 ans et est le père célibataire de trois enfants citoyens américains. Une heure plus tard, des agents de l'ICE ont déposé un sac avec quelques-uns de ses biens à sa maison, le remettant à sa fille de 23 ans, Yennifer Sanchez. Vendredi matin, Fomperosa Garcia a appelé ses enfants pour leur faire savoir qu'il avait été déporté au Mexique, laissant Sanchez comme seul tuteur légal de son frère de 17 ans et de sa sœur de 14 ans.

Il y a beaucoup d'autres histoires comme celles-ci, dont la plupart ne sont même pas couvertes dans les médias locaux.

Une atmosphère de peur et de terreur saisit les communautés immigrées à travers le pays. La cruauté de ces mesures n'a rien d'un accident ou d'un excès, mais est une caractéristique délibérée et intentionnelle du pogrom anti-immigrés déclenché par les ordonnances du président Trump le 25 janvier. Les agents de la Maison Blanche ont déclaré que le but des ordonnances était de « libérer » les agents du service de l'immigration, c'est-à-dire pour les libérer de toute restriction dans le traitement des milliers de personnes qui ont été raflées ou le seront.

Cette réalité est soulignée par un rapport de *Reuters* selon lequel le Département de la sécurité intérieure (DHS), qui comprend à la fois l'ICE et le Service de protection des frontières, envisage une proposition visant à séparer systématiquement les femmes et les enfants placés en rétention en traversant illégalement la frontière. Les fonctionnaires du DHS auraient informé les responsables de l'asile de ce plan, dont le but, disaient-ils, était de « décourager les mères de migrer vers les États-Unis avec leurs enfants ».

Cette nouvelle politique permettrait aux agents fédéraux maintenir les mères en rétention indéfiniment, tandis que leurs enfants seraient confiés au ministère de la Santé et des Services sociaux, qui les placerait dans « le cadre le moins restrictif possible » avec un tuteur légal financé par l'État. La question de savoir si et comment les mères seraient réunies avec leurs enfants, pendant ou après l'expulsion, reste en suspend.

Cette décision aurait deux objectifs principaux : diminuer l'effet d'une ordonnance du tribunal rendue en juillet dernier interdisant la détention prolongée d'enfants, ce qui a forcé l'ICE à libérer la plupart des mères d'enfants des centres de rétention ; et intimider les futurs réfugiés d'Amérique centrale, d'où proviennent la plupart des familles. Le mot sera répandu dans ces pays que les mères qui viennent aux États-Unis perdront les enfants qu'elles essaient de protéger.

Si Trump intensifie grandement l'attaque contre les immigrants, il s'appuie sur l'appareil monstrueux de répression développé par les gouvernements Bush et Obama, en particulier celui d'Obama.

La continuité des mauvais traitements infligés aux immigrants est démontrée dans le procès intenté contre un important entrepreneur pénitentiaire pour l'ICI, la société GEO Group, à Aurora, Colorado, dans la banlieue de Denver. La poursuite affirme que des dizaines de milliers de personnes ont été contraintes de travailler pour 1 dollar par jour ou pour rien du tout, en violation des lois fédérales antiesclavagistes. Le travail forcé, y compris le service alimentaire, le nettoyage et l'entretien à l'installation, a permis à GEO de diriger la prison avec seulement un concierge unique, empochant ainsi d'énormes profits. Dans de nombreux cas, allègue la poursuite, les immigrants ont été contraints de faire les tâches « bénévolement » avec la menace d'être placés en isolement s'ils refusaient.

Le gouvernement fédéral a mis en place ce qui équivaut à des camps d'internement massifs. Il consacre plus de temps à l'ICE et à la Border Patrol (Patrouille frontalière) qu'à tous les autres organismes fédéraux répressifs : plus de 19 milliards de dollars par année. Le nombre de personnes détenues par les autorités d'immigration, plus de 400 000 par an, est supérieur au nombre total de détenus incarcérés par le Bureau fédéral des prisons pour tous les crimes fédéraux. Trump propose d'ajouter encore 10 000 agents de l'ICE et 5000

agents de la Patrouille frontalière à ce qui est déjà une petite armée.

Les méthodes d'État policier infligées aux travailleurs immigrés sont une répétition générale du sort que l'administration Trump et l'élite dirigeante américaine, démocrates et républicains, réservent pour la classe ouvrière dans son ensemble. Le traitement atroce des immigrants est une préparation pour le déploiement à venir de la vaste machine de répression de l'État contre les luttes des travailleurs, à la fois natifs et immigrés, dans la défense de leur emploi, leur niveau de vie et les droits démocratiques.

Les travailleurs aux États-Unis doivent s'opposer à l'agression contre les immigrés du gouvernement Trump - qui est aidé et encouragé par le Parti démocrate - et défendre le droit des travailleurs de tous les coins du monde de vivre et de travailler dans le pays de leur choix avec tous les droits attachés à la citoyenneté et sans crainte de rétention, de déportation ou de répression.

Patrick Martin

Article paru en anglais, WSWS, le 6 mars 2017

La source originale de cet article est wsws.org
Copyright © Patrick Martin, wsws.org, 2017

Articles Par : Patrick Martin

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca